
FICHE INITIATIVE INNOVANTE (FRANCE) DE GOUVERNANCE ALIMENTAIRE TERRITORIALE

LE CONSEIL DE GOUVERNANCE ALIMENTAIRE DU PAYS BASQUE

Conseil de Développement du Pays Basque
Euskal Herriko Garapen Kontseilua

Conseil des Elus du Pays Basque
Euskal Herriko Hautetsien Kontseilua

fiche

septembre 2017



RÉSUMÉ

En tant que territoire pilote d'un chantier régional sur la gouvernance alimentaire, le Pays Basque, via le Conseil des Elus (CEPB) et en lien avec le Conseil de Développement (CDPB), a mis en place, sur 2015 et 2016, des ateliers thématiques et installé un Conseil de Gouvernance Alimentaire (CGA) pour traiter des enjeux d'alimentation et d'agriculture sur le territoire.

La méthode adoptée repose sur la concertation avec les acteurs du territoire et leur implication dans l'identification et la co-construction des actions à proposer aux décideurs politiques.

Directeur de publication:



irg Institut de recherche et débat sur la gouvernance
Institute for Research and Debate on Governance

GouTer (Gouvernance territoriale des systèmes alimentaires) est un projet de recherche-action de 3 ans (2016-2019), lauréat de l'appel à projet « Systèmes alimentaires innovants » de la Fondation Daniel et Nina Carasso.

Il est piloté par l'International Urban Food Network (IUFN), en partenariat avec l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance (IRG), le Resource Centers on Urban Agriculture and Food Security Foundation (RUAF Foundation), l'Association des Régions de France (ARF) et l'association de Recherche et évaluation de solutions innovantes et sociales (RESOLIS).

Ce projet s'opérationnalise en partenariat avec 5 territoires pilotes en France : la Région Centre-Val de Loire, la Métropole de Bordeaux, la Ville de Lyon, le Pays des Châteaux et le Pays Loire Nature Touraine.

Le projet GouTer part du constat que l'orchestration d'une transition vers un système alimentaire durable, requiert une nouvelle forme de pilotage des initiatives et politiques alimentaires, qui fait aujourd'hui défaut. Il vise à renforcer les capacités des collectivités territoriales en matière de gouvernance alimentaire, afin de faciliter le déploiement des projets alimentaires (PAT) et systèmes alimentaires (SAT) territorialisés, promus aux niveaux étatique et régional, à travers :

- une **sensibilisation** des acteurs territoriaux à la notion de gouvernance alimentaire territoriale à travers la réalisation d'un état des lieux des pratiques innovantes en la matière en France et à l'international ;

- une **co-construction et expérimentation** de nouveaux mécanismes de gouvernance alimentaire locale adapté à chaque territoire pilote ;

- **l'élaboration d'outils méthodologiques** facilitant la mise en œuvre de dispositifs de gouvernance alimentaire territoriale.

Le programme de travail s'organise en trois phases principales :

- Phase 1 - Caractérisation des enjeux et analyse d'expériences existantes de gouvernance alimentaire innovantes

- Phase 2 - Préfiguration d'un dispositif opérationnel de gouvernance alimentaire territoriale

- Phase 3 - Capitalisation et valorisation opérationnelle du projet.



CONTEXTE D'ÉMERGENCE DE L'INITIATIVE

Le Pays Basque a été retenu, avec 2 autres territoires pilotes (ville de Bordeaux, Communauté d'Agglomération du Libournais) pour expérimenter un projet de gouvernance alimentaire, dans le cadre d'un chantier régional piloté par la DREAL Aquitaine. Étaient associés au sein du comité de pilotage régional la DRAAF, l'ARS, l'ADEME et le Département de Gironde.

L'objectif de ce chantier était d'accompagner les territoires pilotes dans la mise en place d'une politique alimentaire territorialisée co-construite avec tous les acteurs du système alimentaire local. Il s'est traduit en premier lieu par l'élaboration d'un diagnostic du territoire, dont la réalisation a été confiée à l'IUFN.

Parallèlement, le Pays Basque a été labellisé Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV) en février 2015. La démarche de gouvernance alimentaire bénéficie alors d'un cadre d'action supplémentaire, puisqu'elle est inscrite comme l'un des 7 domaines prioritaires du projet TEPCV.

DESCRIPTION COMPLÈTE DE L'INITIATIVE

PRINCIPAUX ACTEURS IMPLIQUÉS

- DREAL Aquitaine : pilotage du chantier régional
- Membres du comité de pilotage régional : DRAAF, ARS, CG33, ADEME
- IUFN : animateur régional, accompagnateur (convention signée avec le CEPB pour l'année 2016)
 - Réalisation du diagnostic de territoire, accompagnateur du projet, co-animateur des ateliers et du CGA, rédaction du plan d'actions
- Le CEPB et le CDPB
 - CEPB : regroupe 85 membres dont 44 représentants d'EPCI et 41 conseillers départementaux, régionaux, les parlementaires et les députés européens ainsi que les membres du gouvernement en exercice.
Coordonne la démarche globale TEPCV et anime le Contrat Territorial Pays Basque ainsi que des chantiers plus spécifiques comme celui dédié à la gouvernance alimentaire.
 - CDPB : regroupe 130 structures : 97 acteurs

socioprofessionnels et associatifs, 15 membres du collège des élus et 16 membres du collège administration (représentants des services de l'Etat et des collectivités territoriales).

Participe à la co-construction du projet de territoire, à l'élaboration du Contrat Territorial Pays Basque ainsi qu'aux chantiers animés par le CEPB.

- Le lien entre le CGA et le CEPB est assuré par une chargée de mission dont une partie du temps est dédiée à l'animation du chantier de gouvernance alimentaire.

Le projet TEPCV implique les partenaires suivants :

- le MEDDE (convention cadre 2015-2018), soutien financier des actions ;
- l'ADEME (Contrat d'Objectif Territorial TEPCV 2016-2018), soutien financier en matière d'animation et de communication.

Le Chantier Gouvernance Alimentaire (CGA) a permis la mise en place d'ateliers thématiques et installé un Conseil de Gouvernance Alimentaire :

- Le CGA est composé de 15 membres issus des ateliers thématiques. Son rôle est d'assurer le lien entre les différentes thématiques, de travailler sur les thématiques transversales et d'assurer la priorisation des actions. Absence de représentation politique.
- Les 6 ateliers thématiques, ouverts à l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire, regroupent près d'une centaine de participants



**ACTIVITÉS MENÉES ET MESURES ADOPTÉES
(RÉORGANISATION DES SERVICES DE LA
COLLECTIVITÉ, INSTAURATION D'UN DIALOGUE
PLURI-ACTEURS, ORGANISATION
D'ÉVÈNEMENTS,...)**

2015

- 22 octobre : journée sur la gouvernance alimentaire (centaine de participants)

- Présentation du diagnostic alimentaire par l'IUFN ;

- Installation des ateliers thématiques (foncier alimentaire, autonomie territoriale alimentaire, pratiques alimentaires, approvisionnement local, activité agricole durable et gaspillage alimentaire) ;

- Réflexion autour des enjeux ;

- Désignation des référents au sein du CGA.

Une centaine de participants: élus, techniciens de collectivités, représentants d'organisations agricoles, acteurs de l'enseignement et de la formation, de la santé, du monde agricole ou encore associatifs

- 18 décembre: Installation du CGA ; présentation des modalités et du programme de travail pour l'année 2016.

2016

- 2 séries d'ateliers thématiques (février et juin)
- 3 réunions du CGA (mars, mai et décembre)

Autres actions menées:

- Enquête sur les pratiques d'approvisionnement local des acheteurs professionnels (publics et privés) réalisée par des étudiants de l'Ecole d'ingénieurs agronomes de Nancy (l'ENSAIA)

- 80 entretiens réalisés - Résultats de l'étude pour le début de l'été 2017

- Elaboration d'un plan d'actions, fruit des réflexions/échanges des 3 séries d'ateliers et des réunions du CGA = les actions identifiées comme prioritaires par le CGA, celles menées ou en cours et les idées

- Parmi les priorités retenues : créer un observatoire de la dynamique foncière, agricole et alimentaire / réaliser un bilan des outils de

transformation existants / sensibiliser le grand public

- Présentation de l'étude Climagri et du projet « Gouvernance alimentaire en Pays Basque » dans le cadre d'une table ronde lors de la dernière édition de Lurrama (événement annuel organisé par la Confédération paysanne)

- 110 personnes participantes - intervention des élues référentes.

RÉSULTATS ET IMPACTS

Sur le processus de gouvernance alimentaire (dialogue pluri-acteurs, réorganisation administrative, ...)

Le CGA est perçu par les acteurs comme un outil indispensable permettant de faire le lien entre les ateliers, les acteurs, la structure publique et les élus = cheville ouvrière de la dynamique.

Constat du facteur limitant et potentiellement fragilisant de l'absence d'un certain nombre d'acteurs.

- Du point de vue technique, il est pointé du doigt la nécessité de ré-organiser l'instance en y associant de nouveaux acteurs aujourd'hui absents du tour de table, et en y impliquant davantage le politique.

Sur les acteurs (évolution des positions, prise en compte de nouveaux acteurs,...)

Prise de conscience de la diversité des acteurs concernés et impliqués, et de la richesse des actions menées sur le territoire

Les ateliers et le CGA constituent un espace de rencontre, d'échanges, de travail collectif et ont permis aux acteurs de tisser des liens, de développer des partenariats.

PRINCIPALES DIFFICULTÉS ET RÉSISTANCES

Au niveau du cadre institutionnel et politique (territorial, national)

- Une incompréhension / un décalage avec les instances étatiques porteuses du chantier régional quant à la notion d'accompagnement de l'expérimentation : attente du CEPB d'un accompagnement / suivi sur l'ensemble des étapes de l'expérimentation.
 - Déficit de clarification des rôles et modalités d'accompagnement.
- Des moyens financiers limités : le CEPB ne pouvant supporter la charge des actions à mener
 - Frustration des acteurs dans la non-concrétisation des idées/projets.
- Les évolutions législatives et leur impact sur la ré-organisation des instances administratives institutionnelles et la répartition des compétences: générateur d'incertitudes et pouvant occasionner un ralentissement dans l'avancement du chantier.

Au niveau des principales parties prenantes et de leurs relations

- Déficit de mobilisation de certains acteurs lors des ateliers et plus particulièrement les acteurs de la grande distribution
 - Néanmoins: un référent au sein du CGA est un acteur de la distribution: permet d'amener le regard de la distribution dans les réflexions et de tenir le rôle de facilitateur auprès des acteurs de ce secteur.
- La mobilisation repose sur du volontariat
 - Sollicitations hors réunion (travail de préparation) sont peu fructueuses.
- La complexité de l'animation des ateliers thématiques : taille du groupe / dynamique de participation / Assurer une équité de prise de parole...
 - Le format de la dernière session d'ateliers a été revu, notamment en mixant les participants afin de traiter de problématiques transversales et en proposant un travail en sous-groupes.



FACTEURS FAVORABLES

Au niveau du cadre institutionnel et politique (territorial, national)

- Accompagnement spécifique du fait d'être un territoire expérimental ;
- Portage politique fort : implication du Président du Conseil des Elus et de 2 élues référentes ;
- Moyens humains dédiés : une chargée de mission (50% du temps de travail estimé) ;
- Adossement du chantier au programme TEPCV a permis de dégager des ressources.

ENSEIGNEMENTS/RECOMMANDATIONS

- Maintenir et faire vivre des instances de gouvernance permettant de favoriser le lien entre les différents acteurs de la chaîne alimentaire ;
- Assurer la pérennité de l'animation ;
- Accompagner le déploiement du plan d'actions ;
- Assurer le suivi évaluation du chantier.

La création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération Pays Basque (fusion des 10 intercommunalités) + transfert à venir des activités du CEPB : un facteur favorable au développement du chantier de gouvernance alimentaire?

- Une évolution voulue par les acteurs du territoire pour mutualiser, assurer plus de cohérence, définir et porter collectivement un projet de territoire ;
- Des élus déjà sensibilisés à la problématique de la gouvernance alimentaire;
- La mise en place d'une délégation « Transition Ecologique et Energétique » portée par une VP qui est l'ancienne élue référente du chantier de gouvernance alimentaire.

Au niveau des principales parties prenantes et de leurs relations

- La concertation est une pratique classique, ancrée sur le territoire qui facilite l'émergence de projets participatifs ;
- Mobilisation de l'ensemble des acteurs du système alimentaire : tissu associatif très dense et moteur ;
- L'accompagnement et l'animation par une structure extérieure au territoire.

RÉFÉRENCES ET CONTACTS

Chantier gouvernance alimentaire en Aquitaine

Page web dédiée: <http://www.lurraldea.net/fr/animation-territoriale/travaux-en-cours/la-mission-developpement-durable/gouvernance-alimentaire.html>

<http://www.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/gouvernance-alimentaire-dans-les-agendas-21-a1864.htm>

http://draaf.nouvelle-aquitaine.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_Final__IUFN_PAT_DRAAF_NA_cle01f587.pdf

Mémoire de fin d'études : Julie Lailliau, « Analyse et évaluation de l'accompagnement des territoires à la mise en place d'un projet alimentaire territorial », Bordeaux Sciences Agro, 2016.

Contact:

Chantier gouvernance alimentaire en Pays Basque

Animation : Stéphanie Hiriarte - Chargée de mission / Conseil des élus du Pays Basque
s.hiriarte@lurraldea.net 05 59 25 38 99